



Rapport d'activités 2021

UR LE RESPECT DE LA SANTÉ

re
act
Transnational



2021 EN BREF

5 CAMPAGNES CONTRE LES ABUS DES MULTINATIONALES

Bolloré
Mc Donald's
DPD
Castel
Les Vergers du Sud

Un Forum syndical
international des
transitions
écologique et sociale



ENQUÊTER
ORGANISER
COALISER
COMMUNIQUER



En 2021, ReAct est devenu ReAct Transnational

ReAct Transnational est né en 2010 à partir d'une analyse partagée : L'aggravation des inégalités et de la crise climatique et environnementale ont pour cause principale la domination des intérêts de plus puissants sur ceux de la majorité et sur la préservation de la planète et des écosystèmes. Les grandes entreprises multinationales centralisent, organisent et financent la défense des intérêts de ces élites à tous les niveaux. En 30 ans, le nombre de sociétés multinationales a été multiplié par 10 et dans 85% des cas, le siège de la société mère se trouve dans un État du Nord. La France est le siège de 20% des 50 plus grandes sociétés européennes et 65% des sociétés françaises cotées font l'objet de controverses sur le respect des droits humains et de l'environnement d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur. Accaparement de terres, pollution, corruption des élites locales, travail des enfants, non-respect du droit du travail, criminalisation des syndicalistes... les violations se multiplient partout.

Face à cela, la **construction de forces syndicales locales** est une condition nécessaire pour défendre nos droits sociaux, environnementaux et économiques. Mais pour gagner, il est indispensable de **faire pression à tous les niveaux et de se coordonner à l'échelle globalisée** à laquelle s'organise le pouvoir aujourd'hui.

C'est la stratégie que poursuit aujourd'hui ReAct Transnational.



ReAct Transnational a eu 10 ans

Repoussé du fait de la pandémie de COVID-19, ReAct Transnational a pu finalement célébrer ses 10 ans de luttes le 4 septembre 2021. Ce fut, grâce à toutes les personnes présentes, une journée forte en émotions : se remémorer la genèse de l'organisation, écouter les anecdotes les plus drôles et les plus surprenantes, rejouer des scènes mythiques de l'histoire de l'organisation, réfléchir ensemble aux leçons et à l'avenir de cette grande aventure collective.

Merci à tous celles et ceux qui étaient là, de France, du Cameroun, du Libéria, du Maroc pour revivre ces moments de lutte. Les enseignements de cette première décennie nous permettent d'aborder sereinement et avec détermination celle qui s'ouvre.



Ici le clip des 10 ans

retraçant la première décennie de
ReAct Transnational.

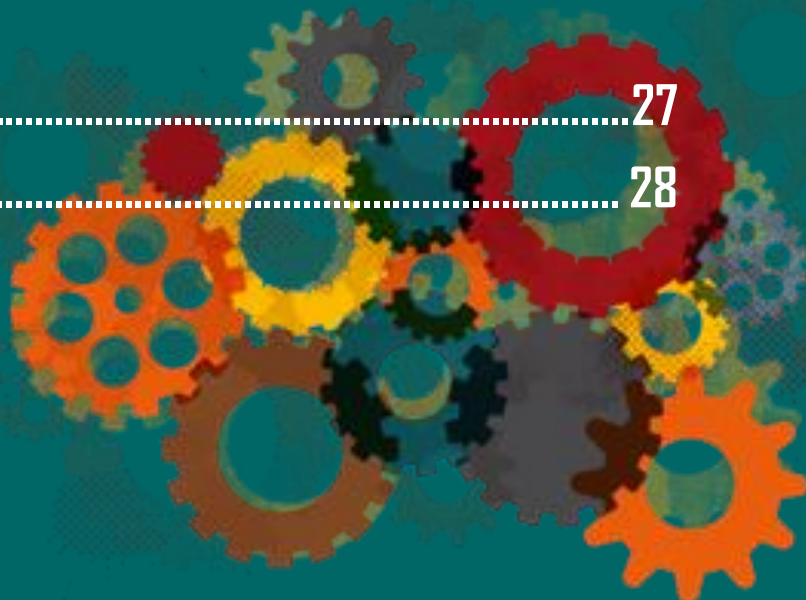
Continuons ensemble.

REJOIGNEZ REACT TRANSNATIONAL

contact@reacttransnational.org

SOMMAIRE

MENER DES CAMPAGNES GLOBALES.....	5
Le combat des sans-terres contre Socfin Bolloré.....	6
L'impact du groupe Castel en Afrique.....	12
#Dansmonmcdo : La lutte des salariés à Mc Donald's	15
Pour la santé des riverains des Vergers du Sud.....	19
Allier les syndicats de livreurs DPD.....	22
 CONTRIBUER AU RENOUVEAU SYNDICAL	 24
Un forum international pour faire entendre la voix des travailleur.ses pour une transition écologique et sociale	25
Diffuser des méthodes d'organisation syndicale dans le monde francophone.....	26
 RESEAUX.....	 27
BILAN FINANCIER.....	28





MENER DES CAMPAGNES GLOBALES





LE COMBAT DES SANS-TERRES CONTRE SOCFIN BOLLORE

Les plantations de monocultures (palmier à huile et hévéa) du groupe Socfin, détenu à près de 40% par le groupe Bolloré, sont présentes dans 10 pays en Afrique et en Asie. Le groupe détient près de 400 000 ha de concessions. Les communautés locales qui occupaient ces terres résistent depuis plusieurs années contre les abus du groupe et réclament des compensations justes, la rétrocession d'une partie de ces terres, et la protection de leur environnement.

Depuis plus de 10 ans, ReAct Transnational soutient la **coordination en alliance transnationale des communautés locales** impactées par les plantations agro-industrielles du groupe, ainsi que la **constitution d'une coalition d'alliés composées d'ONG, de syndicats, de journalistes**, apportant chacun son expertise dans la lutte des riverains des plantations pour le respect de leurs droits. Malgré les moyens limités, différentes initiatives ont été portées par plusieurs organisations de cette coalition en 2021.

Affaire Bolloré/Socapalm : la juge tranche en faveur des ONG

Le 25 mars 2021, alors que Bolloré faisait obstacle à la poursuite de l'action des ONG, la juge a donné raison aux associations en jugeant qu'un accord issu d'une médiation devant le Point de Contact National (PCN) de l'OCDE n'est pas couvert par la confidentialité lorsqu'il s'agit d'en obtenir l'exécution.

Le plan d'action litigieux pourra donc être produit au soutien de l'action judiciaire des ONG, dont fait partie ReAct Transnational. Dix ONG et syndicats avaient en effet

assigné Bolloré en justice pour demander l'exécution forcée du plan d'action élaboré avec le groupe Bolloré dans le cadre de la plainte déposée en 2010 auprès du PCN français. Il s'agit d'une tentative pour **faire avancer la responsabilisation des acteurs économiques par de nouveaux leviers**, qui viendraient notamment renforcer les décisions prises dans le



cadre de la médiation par les Points de Contact Nationaux pour les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

Sans caractère contraignant, le mécanisme de circonstance spécifique qu'offrent les Points de Contact Nationaux en tant qu'instance non-juridictionnelle de règlement des différends ne garantit actuellement pas le respect des principes directeurs de l'OCDE par les entreprises multinationales. Malgré de nombreuses plaintes via ce mécanisme pour des allégations de violations de droits humains, sociaux ou environnementaux par des entreprises multinationales, très peu de procédures ont abouti à des démarches permettant de mettre fin aux abus ou d'assurer le versement de compensations. On a pu observer encore une fois la fragilité de ce mécanisme, activé par plusieurs ONG aux Pays Bas en 2019 contre la banque ING pour son financement à plusieurs agro-industries, dont celles du groupe Socfin.

La difficile reconnaissance des droits des paysans cambodgiens et camerounais par la justice française

Le 2 juillet 2021, les 80 paysans Bunong qui avaient porté plainte contre le groupe Bolloré pour s'être accaparé illégalement leurs terres et leur forêt sacrée pour y installer ses plantations d'hévéas pour la production de caoutchouc ont été [déboutés en première instance](#). Les plaignants ont publié une [déclaration pour dénoncer ce jugement](#), qui **ne reconnaît pas le droit communautaire à la terre**, et ont décidé de faire appel.



*La délégation de paysans cambodgiens au Tribunal de grande instance de Nanterre.
Crédit photo/Tangi Jaillet*

Suivant la même analyse stratégique, l'avocat des paysans Bunongs a accompagné 145 paysans

camerounais pour porter une plainte similaire contre le groupe Bolloré devant la justice française en Novembre 2021.



*Les paysans camerounais au lancement de la plainte contre le groupe Bolloré.
Crédit photo/Synaparcam*

Le 7 janvier 2022, [la justice a tranché](#), indiquant que les riverains n'apportaient "aucun élément de nature à faire présumer l'existence d'un contrôle direct ou indirect de la société Bolloré SE sur la Socapalm ou sur la Socfin". Le juge des référés a cependant estimé que **les activités de la Socapalm pouvaient être "susceptibles de porter atteintes aux droits fondamentaux"** des riverains. Les plaignants ont aussi prévu de faire appel de la décision. L'avocat des paysans avait demandé, sans succès, au tribunal d'ordonner au groupe Bolloré de produire les pièces censées attester des relations commerciales établies avec la holding Socfin, qui auraient ainsi pu montrer que le groupe Bolloré était soumis au "devoir de vigilance" concernant les activités de la Socapalm au Cameroun, dans le cadre de la loi française de 2017, qui oblige les plus grandes entreprises à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et l'environnement chez leurs sous-traitants et fournisseurs étrangers. C'est pour faire face aux montages juridiques complexes de ces grands groupes que de nombreuses ONG se mobilisent pour une **législation européenne sur la responsabilité des multinationales**. L'organisation [Global Witness s'est appuyée notamment sur le cas de Socfin et Bolloré](#) et des abus dénoncés par de nombreuses ONG pour appuyer son plaidoyer pour cette législation européenne.

**Cameroun : Affaire Socapalm Bolloré :
L'homme d'affaires devant la justice
française**

[Voir la vidéo](#)

Les communautés contre les certifications RSPO de Socfin

En 2020 et 2021, la Socfin a lancé des processus de certification de plusieurs de ses plantations par la RSPO (Table Ronde sur l'Huile de Palme). Le groupe a obtenu cette certification au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Nigeria, malgré des preuves documentées et publiques de conflits fonciers en cours dans plusieurs de ces plantations.

Les organisations locales se sont mobilisées pour **protester contre un processus biaisé de certification**:

Au **Cameroun**, une conférence de presse a été organisée le 1er juillet par les riverains de la SAFACAM (Socfin), avec le soutien du CED (Centre pour le Développement et l'Environnement), pour [dénoncer le processus de consultation de leurs communautés dans le processus de certification](#).



Emmanuel Elong, président de la Synaparcam, 1^{er} juillet 2021
Capture écran Equinoxe-TV

« Les auditeurs ont discuté avec une poignée de la population qu'ils ont pris soin de regrouper dans la chefferie. Une chefferie qui elle-même est acquise à la cause de l'industriel. Nous contestons cette certification qui ne reflète pas de la réalité du terrain (...) On ne veut pas que Socfin obtienne sa certification tant qu'ils ne respectent pas les vies des communautés et l'environnement »

Au sud du **Nigeria**, les communautés protestent contre la certification par la RSPO de la plantation Okomu Oil Palm Company (Socfin) en 2020, alors qu'elles dénoncent [de violents conflits fonciers, et le recours aux soldats de l'armée comme force de sécurité](#). En 2020, un village riverain, Ijaw-Gbene avait été incendié par des forces de l'entreprise, selon les habitants, devenus sans abris.

“Les communautés existaient avant que le certificat d'occupation de la plantation ait été délivrée à l'entreprise. Avant leur installation, il devrait y avoir un consentement libre, informé préalable, mais les communautés n'ont jamais été consultées. On ne comprend pas comment l'entreprise a pu obtenir sa certification RSPO dans ce contexte de violations de droits ” Ajele Sunday, chef traditionnel et activiste du royaume d'Okomu



Protestation des communautés nigérianes de la certification RSPO.
Crédit photo/Mongabay

En Côte d'Ivoire, suite à la certification de la plantation SOGB (Socfin) par la RSPO, les chefs des villages riverains et l'Association des Villages Déplacés ont produit une [déclaration dénonçant le processus de certification](#). Contentieux sur la superficie et les limites de la plantation non pris en compte, sites sacrés non identifiés malgré la demande des villageois, neutralité du cabinet d'audit remise en question, manque de transparence, etc., tous ces éléments justifient selon eux l'annulation de la certification.

Un [rapport détaillé de MilieuDefensie](#) (Amis de la Terre Pays Bas) décrit les manquements dans le

processus de consultations pour la certification RSPO des plantations et usines de Socfin au Nigeria, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Par ailleurs, ReAct Transnational, MilieuDefensie et plusieurs organisations de la coalition d'alliés de la campagne contre les accaparements de terres par le groupe Socfin ont déposé une [plainte l'entreprise de certification](#), SCS Global Services, pour violation des standards d'audit de la RSPO. L'unité de risques de la RSPO devrait ainsi lancer un processus d'investigation locale sur les différentes allégations portées par les ONG. En 2022, une campagne plus large contre le greenwashing permis par le processus de certification de la RSPO sera menée par une coalition large d'ONG, d'associations et de syndicats.

Interpellation des actionnaires et dirigeants du groupe

En 2021, les assemblées générales du groupe Socfin et du groupe Bolloré n'ont pas eu lieu en présentiel, à cause des mesures liées à la pandémie de Covid-19. Il n'était ainsi pas possible d'interpeller les dirigeants des deux groupes, la seule participation possible étant la transmission de questions en amont.

Assemblée générale des actionnaires de Socfin

Un [communiqué de presse de la coalition](#) dénonçant les abus récents (politique de greenwashing via les certifications RSPO, pollution de l'eau en Indonésie¹, évasion fiscale du groupe...) a été diffusé largement au moment de l'assemblée générale des actionnaires du groupe Socfin. Parallèlement, les organisations suisses Heks (Pain Pour le Prochain) et Alliance Sud, avec le réseau pour la Justice Fiscale (Allemagne) ont publié en octobre 2021 un rapport² sur l'**optimisation fiscale agressive du groupe Socfin** : "[La culture de l'iniquité fiscale](#)". Une vingtaine d'ONG, dont ReAct Transnational, ont signé une [déclaration internationale](#) commune pour dénoncer la manière dont Socfin transfère ses bénéfices des pays d'Afrique et d'Asie, où sont produites les matières premières, vers des paradis fiscaux comme la Suisse, expatriant ainsi les profits au détriment de la population de ces pays.

Socfin : L'évasion fiscale sur le dos des plus démunis

[Voir la vidéo éducative](#)

[Voir le reportage TV RTS](#)



¹ Les communautés d'Aceh, riveraines de la plantation Socfindo, ont déposé une [plainte auprès de l'agence environnementale du district](#)

[de Naga](#) en 2020 pour la pollution du fleuve Seumayan.

² [Synthèse du rapport en français](#)

« Il est important de savoir que le Liberia ne tire pas le maximum de bénéfices de l'extraction de ses ressources naturelles. L'évasion fiscale est l'une des causes du problème et contribue à maintenir le pays dans la pauvreté, notamment lorsque les structures des entreprises sont principalement conçues pour profiter des régimes fiscaux favorables d'autres pays. »

Paul Larry George, Président de l'Alliance pour la Démocratie Rurale au Liberia.

Une campagne de communication sur les réseaux sociaux et une **action de mobilisation** a été menée devant le siège de Sogescol et de Socfinco à Fribourg afin d'exhorter Socfin à cesser ses pratiques immorales de transfert de bénéfices et d'optimisation fiscale au sein de ses structures.

Assemblée Générale des actionnaires de Bolloré

A l'occasion de l'assemblée générale du groupe, Nous avons interpellé le grand public, sur les contrats entre les institutions des Nations Unies (UNICEF, World Food Programme, etc.) et le groupe Bolloré, malgré les allégations de

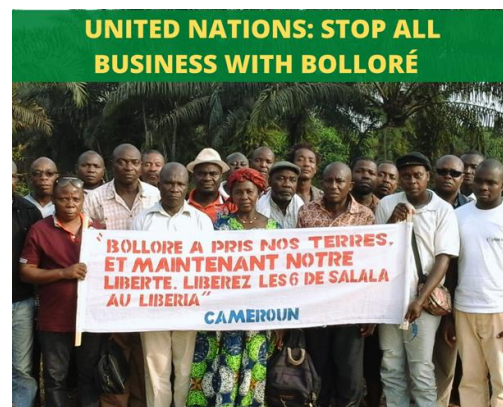
violations des droits humains et d'accaparement de terres. 40 organisations, syndicats, ONG et associations locales, ont signé une [lettre ouverte](#) à l'intention des représentants des institutions de l'ONU demandant de **mettre fin à la relation commerciale avec le groupe Bolloré et ses filiales**.

Un [rapport d'Oakland Institute](#) paru en mai analyse en détails les transactions entre le groupe Bolloré et les Nations Unies, et explique en quoi cette relation commerciale est une violation des principes et du Code de Conduite de l'ONU.

"Le groupe Bolloré reçoit 50 millions de dollars de l'ONU chaque année"

explique Frédéric Mousseau, Oakland Institute.

Une [pétition](#) a également été mise en ligne par Rainforest Rescue demandant à l'ONU l'arrêt des affaires avec le groupe Bolloré, qui regroupe aujourd'hui plus de 72 000 signatures.



Action au siège de Sogecol et Socfinco à Fribourg le 20 octobre 2021. Crédit Photo/Pain pour le Prochain





La lutte contre Socfin en Sierra Leone récompensée

Le 10 décembre, pour la journée internationale des droits humains, l'ONG Green Scenery a présenté une [analyse de l'étude de cas de Socfin en Sierra Leone](#) pour illustrer les conflits provoqués par les acquisitions foncières à grande échelle dans la sous-région lors du séminaire de clôture de la 3^e édition de la caravane ouest-africaine en Sierra Leone. Celle-ci était composée de 200 représentants de paysan.nes, éleveur.euses, travailleur.ses agricoles issus de 10 pays d'Afrique de l'Ouest ayant traversé 5 pays pour attirer l'attention sur le respect de leurs droits fonciers.

Le 28 décembre 2021, les communautés locales de la région de Malen en Sierra Leone ont célébré le [prix reçu par la Vice-Présidente de la MALOA](#) (Malen Affected Land Owners and users Association), Aminata Fabba, par l'organisation Front Line Defender.

"Cette nomination comme défenseuse des droits humains est une reconnaissance du combat qu'Aminata ainsi que tous les membres de l'association mènent contre les accaparements de terres de Socfin en Sierra Leone depuis des années, malgré la forte pression de la part de l'entreprise et des autorités locales corrompues"

Shiaka Musa Sama, ancien porte-parole de la MALOA, député au Parlement de Sierra Leone

Cet évènement a été l'occasion de faire venir des représentants de leurs voisins libériens membres de l'Alliance Transnationale des Riverains des plantations Socfin/Bolloré. Ainsi, deux représentants de Justicitz au Liberia et les leaders et membres de la MALOA, ont partagé leurs expériences et stratégies pour lutter contre les abus du groupe Socfin.





Photo : jbdodane, Flickr - CC

Pour le collectif « Repenser les filières », ReAct Transnational a mené un **long travail d'enquête durant l'année 2021 sur l'un des leaders mondiaux de la filière brassicole : la multinationale Castel**, pilier historique de la FrancAfrique. Suite à un ample travail de recherche documentaire et à la conduite d'enquêtes de terrain au Cameroun et en Côte d'Ivoire, nous sommes parvenus à compiler de nombreuses informations sur les abus perpétrés par le groupe français sur le continent africain, d'où le groupe tire 80% de ses bénéfices.

Grâce aux militants locaux, une enquête a été menée sur la réalité des conditions de travail dans les brasseries du groupe Castel, à travers plusieurs mois d'investigation sur deux filiales du groupe : à Douala, **au Cameroun**, nos recherches se sont portées sur la Société des Brasseries du Cameroun (SABC), premier producteur de boissons du pays ; ainsi qu'à Yopougon, **en Côte d'Ivoire**, où nous avons enquêté sur la Société de Limonaderies et de Brasseries d'Afrique (SOLIBRA), également premier producteur de boissons du pays.

Nous nous sommes donc entretenus avec d'actuels ou anciens représentants syndicaux et/ou travailleurs des brasseries, et la compilation de ces témoignages s'est avérée précieuse pour comprendre le **caractère systémique des abus perpétrés par le groupe**

Castel envers les travailleurs qu'il emploie, qu'il s'agisse d'emplois directs ou indirects répartis dans la distribution, la production et la transformation agricole. Ainsi, notre enquête démontre que les travailleurs font face à des **conditions de travail et de rémunération indécentes**, que de nombreux **accidents de travail** ne sont pas pris en charge par l'entreprise, voire que **des travailleurs meurent dans les brasseries** du groupe Castel. De même, nous avons constaté que le groupe a massivement **recours à la sous-traitance** et à des **contrats de travail illégaux**, ou encore qu'il existe une forte **culture antisyndicale** au sein des filiales de la multinationale, qui n'hésitent pas procéder à des licenciements abusifs de travailleurs.



Rencontre avec les délégués du personnel et responsables syndicaux de la brasserie de la SOLIBRA à Yopougon, en Côte d'Ivoire

Nos enquêtes de terrain nous ont également menés hors des centres urbains : en effet, dans sa **volonté de contrôler l'ensemble de la chaîne de valeur de la filière brassicole**, le groupe Castel a pénétré le marché de l'agro-alimentaire et multiplié les investissements en vue d'alimenter ses bières et sodas en matières premières comme les céréales (orge, griz de maïs) ou le sucre.

Comprendre l'impact du groupe Castel nous a ainsi poussé à rencontrer les riverains et employés de deux filiales du groupe Castel au Cameroun et en Côte d'Ivoire, la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM) dans le département de la Haute-Sanaga, au centre du pays, et la Sucrierie Africaine - Côte d'Ivoire (SUCAF-CI) à Ferkessedougou, au nord du pays, qui exploitent à elles deux **plus de 40 000 hectares de terre pour la culture de la canne à sucre**.

Là aussi, les informations compilées nous ont éclairé quant aux enjeux systémiques que suscitent l'expansion croissante des monocultures de canne à sucre dans ces deux régions : **accaparement des terres** et perte des cultures vivrières locales, **non-paiement des indemnités** allouées par les baux encadrant l'achat des terres, **manque de transparence dans la politique de recrutement** et mise à l'écart des communautés locales vis-à-vis de l'activité des entreprises, **dégradation de la santé humaine**, de la faune et flore locale suite à **l'utilisation de produits chimiques classés « extrêmement dangereux »** par les agences onusiennes, **bouleversement de l'ordre socio-**

politique et symbolique par l'imposition d'un droit nouveau, mise en place de monocultures sur des dizaines de milliers d'hectares qui vont de pair avec une **perte massive de diversité biologique, érosion des sols** par la pratique du brûlage de la canne à sucre, etc.

Pour documenter au mieux les conséquences environnementales des activités industrielles du groupe Castel en Afrique, nous avons également effectué des analyses des cours d'eau environnant ces plantations de canne à sucre, pour montrer comment le **déversement de produits chimiques et d'engrais agricoles contamine les eaux de surface et souterraines**, ce qui affecte durablement la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés locales.

Enfin, un ample travail de recherche documentaire a permis de dévoiler la prédation exercée par le groupe Castel sur le continent africain : **prélèvements excessifs d'eau douce** et **non-traitement des eaux usées**, **contamination des sols en métaux lourds**, **dégradation de la couche d'ozone** via la **production de plastique** et une **forte consommation d'énergie**, ou encore pratique de **stratégies marketing agressives** qui vont de pair avec une augmentation des pathologies liées à la consommation d'alcool sur le continent.

Un rapport complet relatant les résultats de ces enquêtes sortira début 2022.

Grève des travailleurs de la brasserie Castel, BB Lomé au Togo Crédit photo/Africa TV



Lancement de la syndicalisation des travailleurs des plantations camerounaises

Le 9 décembre, grâce à la présence depuis novembre 2021 de l'organisateur syndical camerounais dans les plantations de canne à sucre de la SOSUCAM au Cameroun, 27 travailleurs se sont rassemblés pour échanger sur leurs conditions de travail. Une semaine plus tard, 32 travailleurs se sont retrouvés lançant ainsi la **création du syndicat des travailleurs saisonniers de la SOSUCAM**. 36 étaient adhérents au syndicat au 31 décembre.



Deux travailleurs saisonniers de la SOSUCAM, Cameroun

A la fin de l'année 2021, nous avons également pris contact avec l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA), qui s'est dotée d'une « division brasserie » depuis juin 2016. Depuis lors, l'UITA a mis en place un coordinateur Afrique basé à Cotonou et une [plateforme web](#) pour les travailleurs des brasseries, dans le but de travailler à **formuler des demandes communes envers les entreprises brassicoles**, ainsi qu'à **coordonner de nouvelles actions** pour soutenir les luttes en cours contre les principaux acteurs du marché en Afrique.

En 2022, ReAct Transnational appuiera le renforcement de la coordination et l'organisation syndicale internationale aux côtés de l'UITA en permettant notamment son **élargissement aux syndicats des travailleurs des plantations industrielles de canne à sucre**. Il s'agira de renforcer le pouvoir des travailleurs et de leurs familles, de soutenir leur organisation collective et de mener une campagne pour lutter contre les violations des droits de l'homme et les désastres environnementaux causés par les multinationales de la boisson comme Castel.

Réunion des travailleurs de la SOSUCAM, au Cameroun, le 15 décembre 2021





En 2021, ReAct Transnational a poursuivi son soutien au développement du collectif McDroits, rassemblant des salarié.es et ex salarié.es de McDonald's. Depuis l'action organisée au siège de McDonald's France à Guyancourt fin 2020 pour alerter sur le harcèlement sexuel endémique de l'enseigne, McDroits est devenu une référence générale pour les salarié-es voulant se mobiliser à McDo. Collecte de témoignages de victimes de harcèlement ou de discrimination, appui lors de grèves spontanées, McDroits est aujourd'hui un **espace d'engagement militant pour des jeunes salarié.es qui pour beaucoup vivent leur première expérience syndicale**³.

A l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes le 8 mars 2021, McDroits a organisé une conférence de presse pour annoncer la **saisine collective du Défenseur des Droits** concernant le harcèlement sexuel systémique à McDo. Au micro Saly, membre de McDroits et de SUD Hôtellerie Restauration pose le décor :

"le harcèlement est aussi fréquent que le nombre de burgers vendus"



De nombreux alliés étaient présents pour partager les luttes féministes en cours sur le lieu de travail.

³ Yon, Karel, [Féminisme et action syndicale : à McDonald's, un collectif au carrefour des luttes](#)

“Il ne faut pas qu’on compte sur nos patrons pour résoudre nos problèmes. Mon patron, quand a éclaté le problème de sexisme ils ont fait comme s’ils ne savaient pas. C’est pour ça qu’on s’organise entre salarié.es. La réponse qu’on doit donner c’est l’auto-organisation”

Rozenn de la CGT Chronodrive, une ancienne salariée licenciée après avoir dénoncé du sexisme.

Cette journée a été également l’occasion de rendre visible la réalité vécue par les salarié.es qui ont placardé les abris bus d’affiches racontant ce qu’ils vivaient avec le hashtag #Dansmonmcdo. Et Mailys a grimpé sur le char du cortège pour crier :

“C’est la honte de forcer des filles à porter la jupe, c’est la honte de nous mettre des vêtements petits pour qu’on fasse vitrine, c’est la honte de se servir des femmes pour vendre des produits. On n’est pas des objets, et on ne devrait pas avoir peur d’aller au travail !”



Les McDroits placardent des affiches relatant des faits de harcèlement #Dansmonmcdo, 8 mars, Paris.

McDroits est aujourd’hui reconnu comme **acteur incontournable de lutte contre les discriminations**. Plusieurs membres ont été interviewé.es tout au long de l’année mettant ainsi en lumière les abus du groupe : Que Choisir, France TV Slash, Mediapart ou encore Cash Investigation qui diffusera en 2022 une enquête spéciale sur la multinationale. Antoine et Jonathan, membres de McDroits, y expliquent comment McDonald’s tire profits des salarié.es en maintenant un **sous-effectif intenable et refusant de payer les primes de participation** à leurs salarié.es dont la majorité vivent en dessous du seuil de pauvreté. En apprenant qu’il aurait pu toucher une prime de participation de 750 euros en 2019, Jonathan répond *“c’est la preuve que McDonald’s gagnera toujours sur nous et qu’il cherchera toujours à gagner de l’argent sur ses salarié.es”*.

Interviewé dans Libération, Myriam, déterminée, prévient :

“On continuera à faire pression sur McDo jusqu’à l’obtention de toutes nos revendications”.



Mathilde, membre McDroits, témoigne du harcèlement dont elle a été victime dans son restaurant sur le plateau d’A l’air Libre de Mediapart

Expo : Figures de luttes à McDonald's

ReAct Transnational a réalisé en 2021 l'exposition « Figures de luttes à Mc Donald's » mettant à l'honneur l'engagement de jeunes salarié.es à McDonald's. Fait par Irvin Violette et Karel Yon, cette exposition se compose d'une série d'entretiens et de photos montrant la diversité des militant.es à McDonald's. Composée de 20 panneaux, elle a permis de rendre visible les dynamiques de luttes et d'encourager de jeunes salarié.es à s'engager pour de meilleures conditions de travail comme Myriam, Maëlys, Mina, Antoine, Lucas et d'autres mis à l'honneur comme « figures de lutte ».



Du local au global

L'année 2021 a été également marquée par le **recrutement de nouveaux membres hors Ile de France** comme dans l'agglomération grenobloise où à l'occasion de mouvements de grèves spontanées. D'Aulnay-Sous-Bois jusqu'en Occitanie, **les grèves se sont multipliées** dans les restaurants Mc Donald's cette année. En avril, après des échanges entre McDroits et les salariés des restaurants d'Aulnay et de Rosny Sous-Bois une grève historique est lancée dans 6 restaurants d'une franchise de banlieue parisienne (93) pour dénoncer le harcèlement moral d'un superviseur envers de nombreux salariés. Quelques mois plus tard, le 28 août, face au sous-effectif écrasant, c'est à Gourdan Polignan (31) qu'un mouvement de grève est lancé et durera 5 jours.

« Après tous nos efforts déjà réalisés, nous n'acceptons plus la situation

actuelle, les plannings changés à la dernière minute, le temps partiel imposé, le travail en sous-effectif, les horaires coupés et répétitifs »

Deux semaines plus tard, le 12 septembre, une grève éclate à Décize (58), où l'équipe entière réclame des embauches.

« Notre niveau de stress aussi bien pour accomplir nos tâches que pour subir le courroux de la clientèle a atteint un niveau trop élevé ! Il est nécessaire d'embaucher du personnel supplémentaire. » Raconte Adélaïde.

Ils obtiendront victoire.

Salarié.es en grève, Decize (58), septembre 2021



Salarié.es en grève, Gourdan Polignan (31), août 2021



Tout au long de l'année, un travail d'**internationalisation de la lutte** a également été réalisé, notamment en relayant les mobilisations des salarié.es de McDonald's aux Etats-Unis : McDroits a ainsi apporté son soutien au mouvement de grève #Striketober massivement suivi en octobre ; et en participant à la **journée d'action mondiale le 2 décembre #MakeMyWorkplaceSafe** visant la ratification de la convention 182 de l'OIT, obligeant les employeurs ressortissants à garantir des conditions exemplaires de sécurité pour leurs employé.es.



Mobilisation des McDroits à l'occasion de la journée d'action mondiale #MakeMyWorkplaceSafe, 2 décembre 2021

Mc Do islamophobe ?

Alors qu'il est autorisé dans tous les autres pays où Mc Donald's est implanté, le **port du voile sur le lieu de travail est proscrit en France**. L'entreprise maintient que la mesure relève d'une question d'hygiène [qui se poserait donc différemment d'autres pays comme le Royaume-Uni par exemple](#) ? - le Collectif McDroits y voit une **discrimination flagrante et islamophobe**.

« Cette interdiction spécifique est en contradiction totale avec la communication du groupe : "venez comme vous êtes" »

Hager, membre McDroits, licenciée parce qu'elle portait des manches longues. Son poste n'étant même pas en cuisine, elle a décidé de poursuivre Mc Donald's aux prud'hommes pour islamophobie.

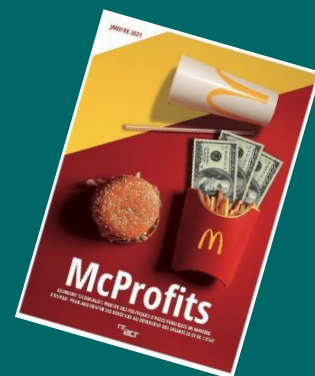


Une membre de McDroits dénonce les pratiques islamophobes de Mc Donald's lors de l'action du 8 mars, Paris.

Rapport McProfits

En parallèle de l'appui à l'organisation des salariés, ReAct Transnational a enquêté et dénoncé à travers le rapport McProfits publié en janvier 2021, la manière dont **McDonald's profite en France d'aides publiques en matière d'emploi** pour augmenter ses bénéfices en veillant à réduire autant que possible le montant des impôts redevables à l'Etat ainsi que le l'intéressement aux résultats auquel ont droit les salarié.es.

[A LIRE EN INTEGRALITE ICI](#)



POUR LA SANTE DES RIVERAINS DES VERGERS DU SUD

En juin 2021, les riverains organisés au sein de l'association [Vaurais Nature Environnement](#) (Tarn, 81) faisaient appel à l'expérience de ReAct Transnational afin de les aider à s'organiser en syndicat de riverains face aux pratiques toxiques perpétrées par la multinationale Les Vergers du Sud. Nous avons donc mené un travail d'investigation sur le **premier producteur français de pommes, de kiwis et de melons**, suite à plusieurs missions effectuées sur le terrain et un long travail de recherche documentaire. Elle révèle comment l'appétit de l'entreprise s'est accentué depuis 2014, année durant laquelle elle est devenue une société par actions simplifiée, ce qui lui a permis la prise de participation dans des sociétés situées en France et à l'étranger. En 2016, elle rachète le groupe Soldive, qui était alors le premier producteur de melons de France et d'Europe : le groupe double son chiffre d'affaires, s'internationalise et exploite plus de 3 000 hectares de vergers de fruits et légumes en France, en Espagne, au Sénégal et au Maroc.



En s'appuyant sur les témoignages recueillis auprès des travailleurs saisonniers dans le Sud-Ouest de la France, l'enquête prouve qu'**une logique productiviste supplante peu à peu la culture d'entreprise « familiale »** qui prévalait jusqu'alors. Les **méthodes de management sont plus autoritaires, les cadences sont plus soutenues**, les travailleurs saisonniers ne disposent **pas d'équipements de protection**

adéquats, les relations se distendent avec les représentants syndicaux et les riverains, etc. Surtout, alors que l'ancien exploitant agricole refusait d'étendre le verger du fait de son implantation dans un bassin de vie de 15 000 habitants et des risques qu'il encourait pour les riverains, la multinationale Les Vergers du Sud décide au contraire d'acheter 150 hectares de terres supplémentaires à des prix supérieurs à ceux du marché, portant la superficie totale du verger à 350 hectares.

En 2019, le groupe ouvre son capital financier et renforce ses fonds propres à hauteur de 12,5 millions d'euros, accueillant désormais en minoritaires quatre financiers : Agro Invest, BNP Paribas Développement, Etoile ID et Garibaldi Participations. Le groupe accroît alors ses capacités de production : les vergers se modernisent, de nouvelles variétés sont cultivées, les capacités de conditionnement sont décuplées, et de nouvelles filières sont investies, telle que la filière Kiwi, comme le montre par exemple la création de l'Union de coopératives Kiwis du Sud à Agen, dans le Lot-et-Garonne (47), où nous nous sommes rendus. Nous sommes également allés à Montauban, dans le Tarn-et-Garonne (82), où se trouve le siège social du groupe BlueWhale, premier exportateur de pommes en France et leader international grâce à sa présence dans plus de 80 pays. Des liens organiques cimentent ces deux entreprises, le PDG des Vergers du Sud étant l'actionnaire principal de la société BlueWhale. Ainsi, **70% de la production des Vergers du Sud est exportée** via cette société dans des marchés privilégiés tels que le Royaume-Uni, les Émirats Arabes Unis ou le Qatar, et investissent de plus en plus les marchés africains.

S'organiser contre l'usage abusif de pesticides

Une activité en flux tendu qui s'accompagne d'un **décuplement des pollutions** : **visuelle** (recouvrement des vergers par des filets plastiques anti-grêles) ; **sonore** (circulation d'engins motorisés la nuit) ; **sanitaire** (épandage de substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR) et incinération de combustibles toxiques pour protéger les vergers du gel) ; ainsi qu'**environnementale** (disparition de la faune et flore locale, prélèvements excessifs des cours d'eaux locaux pour irriguer les vergers et les protéger, pollution des eaux souterraines et des eaux de surface via le déversement de produits chimiques, érosion des sols qui conduisent à un affaissement des rives et à la mise en danger des habitations situées à proximité).

C'est dans ce contexte qu'est né en 2020 Vaurais Nature Environnement, syndicat de riverains des cinq communes impactées par l'activité industrielle du Verger de Fontorbe. Le 23 avril 2021, [plus de 400 riverains organisés au sein de VNE marchaient](#) après que l'agroindustriel ait brûlé 200 tonnes de paille mélangées avec du gasoil pour protéger ses vergers d'un gel tardif, causant ainsi l'intoxication de plusieurs centaines de personnes et en envoyant une vingtaine aux urgences.



Marche contre les fumées antigels toxiques des Vergers du Sud, Lavaur, 23 avril 2021. Crédit Photo/VNE

« J'ai eu des vomissements incessants, donc je suis parti aux urgences. Mon taux de carbone était à 6,6 alors qu'il doit être inférieur à 2 en temps normal. On est en danger de

mort, réellement. Il faut qu'ils en prennent conscience, car si je dormais deux heures de plus, je ne me réveillais peut-être jamais » Pierre, habitant d'Ambres.

Une nouvelle mobilisation a été organisée par les riverains le 14 octobre 2021, à l'occasion de la journée de la qualité de l'air. La préfète du Tarn a reçu une délégation lui demandant de **prendre position quant à l'autorisation ou non de brûler du gasoil pour protéger les vergers d'un gel**. Le 7 janvier 2022, celle-ci allait dans notre sens et nous certifiait que cette pratique contrevenait bien au règlement sanitaire départemental (RSD) et à son article 163, qui stipule que les foyers allumés pour lutter contre le gel ne peuvent en aucun cas être alimentés par « des combustibles de nature à provoquer des fumées opaques ou des produits de combustion toxique ». **Une première victoire.**



Action devant la préfecture d'Albi, 14 octobre 2021

« Ce qui nous interroge, surtout moi en tant que maman, c'est qu'ils ont un contrat avec Blédina. Ça mériterait de creuser sur la quantité des contrôles qu'ils effectuent sur leurs pommes et sur quoi ils portent. Je voudrais savoir comment les hydrocarbures qui ont été brûlés ce printemps se retrouvent finalement dans les pots pour bébés. Moi-même je nourris mon enfant avec du Blédina, donc je me pose des questions » Florence, habitante d'Ambres.

Deux missions de renforcement du syndicat de riverains Vaurais Nature Environnement ont été menées par ReAct Transnational afin de partir à la rencontre des habitants, de les mobiliser et de les inciter à rejoindre l'organisation : **85 nouveaux contacts ont été collectés, et 29 personnes ont rejoint l'organisation**. Ce travail de mobilisation a permis de rassembler 53 personnes lors d'une Assemblée le 25 novembre 2021, et qui s'est conclue par le choix de **prioriser la lutte contre l'utilisation abusive de pesticides** dont découlent les quatre revendications citoyennes suivantes :

- 1) **La transparence sur les produits phytosanitaires utilisés**
- 2) **La mise en place d'équipements nécessaires pour contrôler les épandages par grand vent**
- 3) **L'établissement d'horaires de non-traitement**
- 4) **La mise en place de filets anti-dérives doublés de la plantation de haies pour protéger les habitations situées à proximité des vergers**

La lutte contre l'épandage des pesticides est donc au cœur des préoccupations des riverains. Une préoccupation des plus légitimes : le 25 juin 2021, l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) confirmait la « présomption forte » d'un lien entre l'exposition aux pesticides et six pathologies graves, dont le cancer de la prostate, la maladie de Parkinson et la bronchite chronique.

Assemblée citoyenne VNE, Ambres, 25 novembre 2021

Suite à cette Assemblée, ReAct Transnational a **apporté son expertise à Vaurais Nature Environnement en décembre 2021 pour préparer une action d'envergure** au début de l'année 2022, afin que les élus locaux et la direction de l'entreprise entendent les revendications des riverains et agissent en conséquence.

Parallèlement, ReAct Transnational met sur pied une **large coalition d'alliés** : dès le 27 novembre 2021, nous nous sommes entretenus avec le président de Noix Nature Santé, la déléguée générale de Générations Futures, et la vice-présidente de France Nature Environnement Ile-de-France ; trois associations qui ont une longue expérience des luttes anti-pesticides. Cette entrevue a permis de faire connaître le conflit entre Vaurais Nature Environnement et les Vergers du Sud, ainsi que d'envisager la possibilité de créer un **réseau national d'organisations engagées contre l'utilisation de produits chimiques par les entreprises agro-industrielles**. Surtout, cela a permis de capitaliser sur les expériences passées de ces associations et de comprendre les enjeux que suscite une campagne contre les pesticides.

En 2022, ReAct Transnational organisera des missions dans le Sud-Est de la France et au Maroc, où les Vergers du Sud exploitent d'autres vergers, afin d'édifier de potentielles **alliances nationales et transnationale** entre Vaurais Nature Environnement et les riverains et/ou travailleurs saisonniers de ces exploitations agricoles.

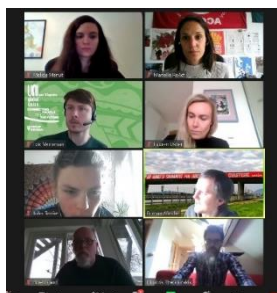


ALLIER LES SYNDICATS DE LIVREURS DPD

En 2021, ReAct Transnational a facilité la création d'une **alliance syndicale internationale pour de meilleures conditions de travail au sein de l'entreprise DPD Group/Geopost**. Cette filiale du groupe français La Poste est présente dans un nombre croissant de pays, investissant dans la livraison de colis, en concurrence directe avec les services publics de livraison. Son expansion fulgurante, accélérée par la pandémie, s'est faite au détriment des conditions de travail aggravées par un **recours à la sous-traitance de plus en plus systématique**. Les contrats sont précaires, quand il y en a, les chauffeurs-livreurs enchaînent des journées de 12 à 15 heures, portent des charges dépassant largement la norme légale et sont géolocalisés à tout moment par l'application qui leur dit ce qu'ils doivent faire.

En décembre 2020, Le syndicat suisse Unia se trouve dans l'impasse face à une direction locale qui refuse d'ouvrir le dialogue. Cherchant le soutien des Fédérations Syndicales Internationales du transport (ITF) et des services (UNI Global), il décide de solliciter ReAct Transnational pour internationaliser leur campagne et toucher la maison mère en France (La Poste).

La première étape du travail de ReAct Transnational a été la mise en lien du syndicat suisse avec les syndicats français CGT et SUD, via la **coordination de plusieurs réunions** et d'une **première action devant le siège de la maison mère, La Poste** à Paris le 1^{er} Mars 2021.



Réunion stratégie de campagne ReAct Tn, UNIA, ITF, UNI Global, 6 mai 2021



Action syndicale internationale devant le siège de La Poste, Paris, 1^{er} mars 2021

Par la suite, ReAct Transnational a permis la **construction progressive d'une alliance syndicale internationale** en s'appuyant sur les fédérations syndicales internationales ITF et UNI Global Union et en lançant un **groupe Whatsapp** regroupant des syndicalistes Belges, Italiens, Suisses, Français, Espagnols, Anglais, Brésiliens, Turcs, Allemands, ainsi que les deux fédérations internationales. Ce premier canal de communication a permis aux syndicalistes de partager leurs actualités et expériences.

Parallèlement, ReAct Transnational a initié plusieurs réunions internationales entre l'Unia, ITF et UNI Global dans le but de les pousser à soutenir le syndicat suisse dans sa volonté d'**internationaliser le conflit social**. Ainsi, en juillet 2021 UNI Global a lancé un sondage à destination de tous ses affiliés sur la situation à DPD et DHL. Une première réunion internationale s'est tenue le 20 octobre à l'initiative d'UNI rassemblant une vingtaine d'organisations syndicales de DPD.



Suite à la sortie du [rapport accablant du syndicat suisse UNIA sur les pratiques de DPD « Le Système DPD »](#) et pour pousser l'internationalisation de la campagne, ReAct Transnational a également lancé une **enquête sur les conditions de travail des travailleur.ses de Geopost en France** menant 7 entretiens de syndicalistes français à Chronopost (autre filiale de Geopost) et DPD, et collectant les témoignages de livreur.ses sur les réseaux sociaux (56 témoignages analysés et classés). Des **entretiens ont également été menés avec des syndicalistes de 6 pays** (Belgique, Turquie, Allemagne, Italie, France, Brésil) dans le but de mieux comprendre leurs problématiques, de mieux les intégrer dans la dynamique transnationale et de démontrer le **caractère systémique des violations du droit du travail** par l'entreprise.

Enfin, convaincus de l'importance des liens à créer entre politiques et syndicats, nous avons sollicité les député.es européen.nes et nationaux pour médiatiser le conflit via des **tribunes et la formulation d'une question écrite à la commission européenne**. Après avoir co-rédigé les deux tribunes (nationale et européenne) nous avons obtenu leur signature par 24 député.es européen.nes de 7 pays différents et par 22 député.es français.es. [La tribune européenne](#) publiée sur Médiapart, dénonce notamment le gouffre entre les bénéfices records de l'entreprise et les conditions de travail de ses employé.es.



Visuel de l'alliance syndicale internationale résultant de l'enquête menée par ReAct Transnational auprès de syndicalistes DPD de 6 pays





CONTRIBUER AU RENOUVEAU SYNDICAL



Le Global Labour Institute Paris, créé en 2017 à l'initiative de ReAct Transnational, fait partie du réseau international des GLI. Ce réseau mondial de syndicalistes vise à promouvoir l'alliance entre organisations syndicales de différents pays et entre celles-ci et les autres mouvements sociaux afin de soutenir le mouvement syndical mondial dans son but initial : être le moteur d'une transformation radicale de la société. Le GLI fonctionne en réseau avec des branches actives en France, au Royaume Uni, en Suisse, en Russie et aux Etats-Unis

Un forum international pour faire entendre la voix des travailleur.ses pour une transition écologique et sociale

En 2021, conformément à son objectif prioritaire de **pousser les organisations syndicales à prendre position sur l'urgence climatique**, le GLI Paris s'est consacré à l'organisation du forum des transitions écologiques et sociales qui s'est déroulé du 14 au 19 juin en co-organisation avec la CGT, le réseau Altersummit et la Rosa Luxembourg Stiftung. L'urgence sociale et environnementale, à l'image de la dégradation dramatique des conditions de travail et de vie d'une majorité de la population depuis le début de la pandémie, conduit un nombre croissant d'organisations – du syndicat d'entreprise aux fédérations professionnelles aux organisations locales, régionales, internationales – conjointement à d'autres acteurs du mouvement social, à développer diverses stratégies pour y répondre. Ce forum visait à :

- Créer un **espace d'échange à l'échelle transnationale** autour des stratégies des organisations syndicales et autres mouvements sociaux pour faire face à la crise écologique
- Rassembler l'ensemble des propositions des **syndicats dans les secteurs où la transition est la plus urgente** : énergie, transport, construction, agriculture, eau, extractivisme, santé, industrie, etc.
- Construire une **solidarité transnationale entre les syndicats et les mouvements sociaux**
- Aboutir à un **appel commun en perspective de la COP26** et des autres échéances de l'agenda international de la transition écologique



9000 participant.es
130 organisations des 5 continents
5 jours d'échanges
19 ateliers

Afin de rassembler les propositions des organisations syndicales et autres mouvements sociaux, nous avons invité les membres de nos réseaux à s'associer au travail préparatoire du forum. Ce forum, co-construit pendant plusieurs mois avec des organisations de tous les continents, fut l'occasion d'un partage basé sur les expériences, les propositions et les luttes, des syndicats et de leur allié.es.



Le forum s'est ainsi organisé autour de sessions quotidiennes du 14 au 18 juin, combinant un temps de présentation et un temps d'échange. Une interprétation en anglais, français, espagnol, russe et coréen a été assurée pour toutes les sessions. Il a rassemblé de nombreux.ses syndicalistes du monde entier en visio-conférence pour **penser le modèle de transition juste souhaité** dans les secteurs où elle nous semble la plus urgente : énergie, transport, construction, agriculture, eau, extractivisme, santé, industrie, etc. Il s'est conclu le samedi 19 juin par une assemblée plénière qui a permis de présenter un appel unitaire, adressé à l'ensemble des forces sociales engagées dans la construction d'une transformation écologique et

sociale en perspective de la COP26 de Glasgow. Cet **appel unitaire** a finalement été **signé par une quarantaine d'organisations syndicales** et présenté à Glasgow par les organisations syndicales les plus impliquées dans l'organisation du forum : les syndicats français, coréens sénégalais et canadiens. Il pourrait aussi être utilisé dans le cadre des débats internes à la Confédération Syndicale Internationale pour accélérer ses propositions pour une transition juste.

- ⇒ [Programme de l'évènement](#)
- ⇒ [Toutes les vidéos des sessions](#)
- ⇒ [Appel Unitaire pour la COP 26](#)

Diffuser des méthodes d'organisation syndicale dans le monde francophone

Le GLI Paris a coordonné la partie francophone de la formation [« Workers rising everywhere »](#) dispensée par Organizing For Power et Jane MacAlevy, en mai et juin 2021, pour partager les méthodes de syndicalisation et de campagnes victorieuses à travers le monde. **Plus de 10 000 participant.es de 80 pays ont pu écouter les différentes expériences syndicales** (Argentine, Ouganda, Afrique du Sud, Etats Unis...) et pratiquer les méthodes dans des groupes de travail en ligne (6 sessions de 2h).

Le 16 septembre 2021, le Parlement européen a adopté une résolution relative à des conditions de travail, des droits et une protection sociale justes pour les travailleurs de plateformes. Un projet de directive a été présenté le 9 décembre 2021 qui établit une présomption de salariat. Plusieurs défis concernent le statut des personnes exerçant via ces plateformes, dont le manque de transparence et de prévisibilité des dispositions contractuelles ainsi que les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, de même que l'accès inadéquat à la protection sociale. Dans sa directive, la Commission promet à la fois plus de transparence sur les algorithmes et une clarification du statut de ces travailleurs avec une présomption de salariat.

Dans le cadre de [l'Observatoire pour l'établissement de la représentation des travailleurs et du dialogue social dans l'économie de plateformes](#) lancé par la CES (Confédération Européenne des Syndicats) et le réseau Sharers &

Workers qui a mené un travail de plaidoyer active auprès des institutions européennes, le GLI Paris a continué en 2021 son intervention en tant qu'**expert de l'organisation syndicale auprès de 6 collectifs européens de travailleur.ses de plateformes**. De ce travail mené en 2020 et 2021 est ressorti une boîte à outils mise à disposition de tous les syndicats et collectifs de travailleurs de plateformes souhaitant s'organiser.

- Le GLI Paris a également alimenté les **débats autour des enjeux de renouveau syndical** lors de diverses interventions lors d'évènements en 2021 :
- - Les Amphis d'été de la France Insoumise, sur les possibilités d'organisation des travailleur.ses de multinationales, en août 2021
- - Congrès de SUD PTT, débat autour de l'enjeu de la syndicalisation, autour du livre « Balayons Les Abus » de Marielle Benchehboune, en octobre 2021
- - [Débat sur « l'avenir du syndicalisme »](#), organisé par la Fondation Copernic et Syndicollectif, en décembre 2021
- - Deux soirées-débat autour du livre « Balayons les Abus », coorganisées avec la CGT HPE Ibis Batignolles, en octobre et en décembre 2021.

Perspectives de renforcement des syndicats francophones en 2022

En 2022, le GLI Paris organisera avec la CGT un cycle de 6 journées de formation à partir d'expériences syndicales internationales victorieuses. Dans la continuité de ses universités syndicales et en prévision de la prochaine qui se tiendra en 2023, des militants d'Ouganda, Roumanie, Colombie, Belgique, Inde, etc viendront raconter ce qui a permis de gagner afin d'inspirer les syndicalistes dans des secteurs où le syndicalisme français est en difficulté : travailleur.ses migrant.es, travailleur.ses sous-traitants/intérimaires, travailleur.ses isolé.es... D'autres syndicats français, belges, tunisiens de divers secteurs ont également sollicité le GLI Paris pour un accompagnement et appui à la formation pour 2022. Sur un autre plan, nous continuerons à réaliser des entretiens avec des syndicalistes ayant joué un rôle clé dans des alliances syndicales transnationales afin d'identifier les leviers qui permettent d'obtenir des victoires et de publier un livret retraçant ces méthodes et expériences fin 2022.

RESEAUX



Depuis 2016, ReAct Transnational est activement impliqué dans le collectif **On Ne Se Taira Pas** qui cherche à faire grandir le débat public autour des « poursuites baillons » qui visent à intimider et à faire taire les voix critiques. Cette lutte s'inscrit dans la lignée de la lutte contre l'impunité des multinationales afin de dénoncer ces poursuites qui instrumentalisent la justice et remettent en cause la liberté d'expression et d'informer. En 2021, le collectif ONSTP a continué de suivre plusieurs procès baillons et travaille au recensement de tous ceux qui ont eu lieu et sont en cours en Europe (570 cas recensés depuis 2010).



Depuis 2018, ReAct Transnational co-coordonne le collectif **Repenser les filières** qui réunit près de 40 organisations de la société civile et des experts académiques, en France, au Royaume-Uni, en Belgique, au Pays-Bas et en Suisse autour des questions de distribution de la valeur dans les chaînes de production, de régulation des multinationales et d'alternatives économiques. ReAct Transnational anime l'axe concernant la **régulation des multinationales** visant notamment à diffuser les premières mises en application de la loi française sur le devoir de vigilance et à alimenter le plaidoyer pour une directive européenne contraignante.



Avec les Amis de la Terre, Action Aid France, Free Fossil Politics, Survie, l'Aitec et le Collectif stop CETA-Mercosur, ReAct Transnational a co-organisé un séminaire d'une journée « Décrypter le pouvoir des multinationales et œuvrer à leur régulation » à l'occasion de l'Université d'été des mouvements sociaux qui s'est tenue à Nantes en août 2021.



**PROGRESSIVE
INTERNATIONAL**

Aux côtés d'une centaine d'organisations de la gauche internationaliste, ReAct Transnational est membre du réseau mondial Progressive International qui a notamment appuyé en 2021 la campagne globale « Make Amazon Pay » contre le géant de la logistique.



Au sein de **L.A. Coalition (Libertés Associatives)**, ReAct Transnational s'organise avec 21 autres associations pour lutter contre le rétrécissement de l'espace démocratique en France. L'année 2021 a tristement été marquée par la loi confortant le respect des principes de la République dite « loi séparatisme » promulguée en août 2021. Celle-ci menace dangereusement les libertés associatives notamment au travers du contrat d'engagement républicain et des nouvelles dispositions relatives aux dissolutions d'associations. Une enquête a été menée en 2021 par LA Coalition sur les dérives de la lutte contre l'islamisme visant à réprimer des associations de défense des droits des minorités.

Forum ACORN INTERNATIONAL

Du 9 au 11 novembre 2021, ReAct Transnational a accueilli, grâce au soutien de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, le forum international des organisateur.rices du réseau mondial ACORN International.



Venu.es des Etats Unis, d'Inde, du Canada, d'Angleterre, d'Ecosse, d'Irlande, des Pays Bas et de France, une quarantaine d'organisateur.rices syndicaux d'ACORN International se sont retrouvés pour partager les expériences d'organisation menées dans différents pays pour des logements décents, contre les discriminations envers les minorités religieuses, pour la reconnaissance des travailleurs informels, pour l'accès aux services publics... **ReAct Transnational s'appuie sur le réseau d'organisateur.rices ACORN pour mener des campagnes partout dans le monde.**



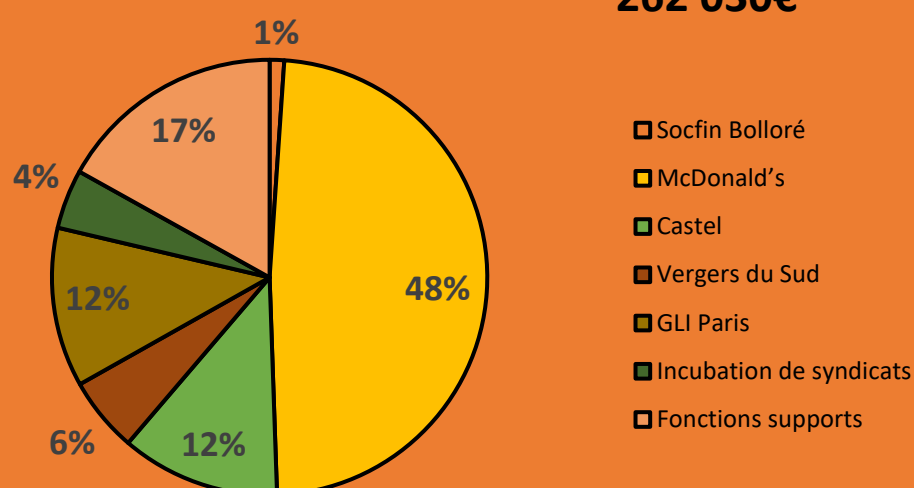
Les organisateurs d'On Est Ensemble (Acorn Cameroun) partagent in visio les campagnes qu'ils menent pour l'accès à l'électricité à Douala



BILAN FINANCIER

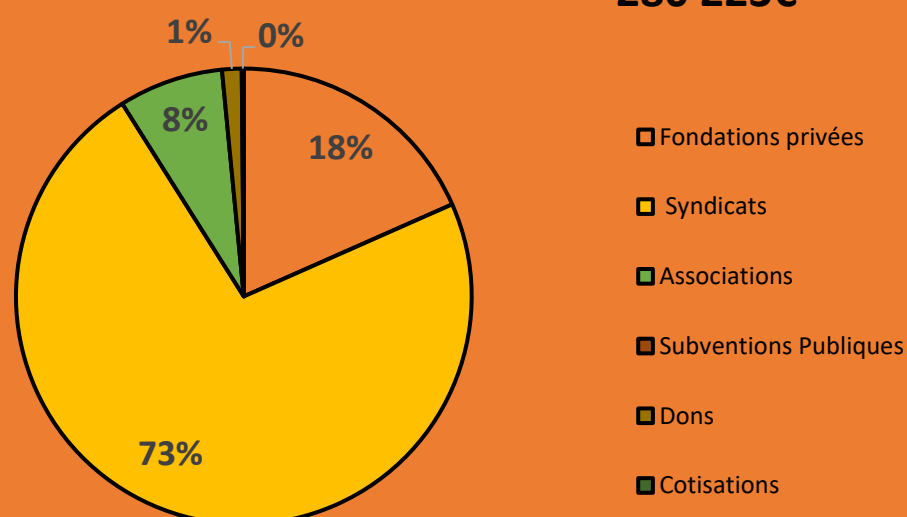
Dépenses 2021

262 030€



Recettes 2021

280 223€



ReAct Transnational remercie tous les donateurs ainsi que ses financeurs pour leur confiance



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme



CONFEDERATION
**SYNDICAT
EUROPÉEN
TRADE UNION**



Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.

**POUR LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ DES
MULTINATIONALES, NOUS AVONS BESOIN DE VOUS !**

Pour soutenir ReAct Transnational :

JE DONNE AU REACT TRANSNATIONAL





Face aux multinationales, on s'organise et on passe à l'action

150 rue du 4 août 1789 La Mite 69100 VILLEURBANNE France

contact@reacttransnational.org

www.projet-react.org

 [@ReactTransnational](https://www.facebook.com/ReactTransnational)

 [@ReActTransnat](https://twitter.com/ReActTransnat)

